

## Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale postsoviétique

**Orozbek A. Moldaliev**

Traducteur : Habiba Fathi

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/63>

ISSN : 2075-5325

### Éditeur

Éditions De Boccard

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 36-59

ISBN : 978-2-7068-1986-5

ISSN : 1270-9247

### Référence électronique

Orozbek A. Moldaliev, « Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale postsoviétique », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 15/16 | 2007, mis en ligne le 22 avril 2009, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/63>

---

© Tous droits réservés

*A. Les formes de la contestation : islamisme radical,  
société civile et enjeux de la réislamisation*

**Orozbek A. MOLDALIEV**

**Le rôle de l'islam  
dans l'évolution du fait étatique  
en Asie centrale postsoviétique**

La construction des États-nations des pays indépendants d'Asie centrale se produit dans un contexte géopolitique complexe. Celui-ci est caractérisé par des contradictions aiguës qui sont internes aux sociétés musulmanes de la région, et ce dans les domaines économique, politique, social et culturel. Après une période de plus de soixante-dix ans d'expérience communiste, qui consistait à créer « une nouvelle communauté humaine — la nation soviétique » à partir d'un modèle élaboré par les bolcheviks et les idéologues soviétiques, les cinq pays de la région sont soudainement devenus indépendants à la suite de l'éclatement de l'ancienne Union soviétique, en 1991. Et ils ont d'emblée commencé à relire l'histoire de l'islam dans leur région et à raviver leur culture islamique traditionnelle qui, à l'époque soviétique, étaient attaquées et qualifiées de « survivances du féodalisme, du nationalisme et du dogme religieux ».

Dans le nouveau contexte d'indépendance, on a constaté un intérêt croissant envers l'islam qui fait désormais partie des valeurs collectives et des identités nationales. Il convient de noter que le « retour » à l'islam s'est opéré dans des conditions particulièrement difficiles, c'est-à-dire après une période de combat idéologique fondée sur une politique d'athéisme militant visant à détruire l'influence de la religion dans les sphères familiale et publique, y compris au sein de la vie quotidienne des diverses sociétés

*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

musulmanes centre-asiatiques. Il suffit de rappeler que dans les publications scientifiques soviétiques tout comme les ouvrages de vulgarisation concernant la religion musulmane, on affirme que « les idéaux du Coran n'ont absolument rien à voir avec l'humanisme, la compréhension du rôle créateur de l'homme et la noble aspiration des individus au collectivisme et au travail jugé utile pour la société<sup>1</sup> ». Dans l'imaginaire collectif soviétique, il en est résulté une représentation de l'islam : il était officiellement convenu que celui-ci constituait une religion agressive et un obstacle au progrès. En dépit de cette politique antireligieuse et de ces considérations négatives, l'islam a survécu et connaît aujourd'hui un renouveau.

Le renouveau religieux dans l'actuelle Asie centrale est marqué par l'absence de personnalités religieuses véritablement versées dans les sciences religieuses et d'une littérature religieuse. Cela a créé un vide idéologique rempli par des représentants de toutes sortes de doctrines religieuses et de courants sectaires. La plupart du temps, ces doctrines religieuses et ces courants sectaires se sont révélés divergents, d'autant qu'ils ont souvent déformé la nature même de l'islam. En témoignent la multitude de groupements religieux informels nés dans la vallée de la Ferghana à partir du début des années 1990. Rien que dans la seule ville de Namangan, située à l'est de l'Ouzbékistan, des organisations religieuses radicales, comme par exemple *Adalat* (Justice), *Tawba* (Repentir) et *Islam lashkarlari* (Les Guerriers de l'islam), sont apparues presque simultanément<sup>2</sup>.

La spécificité de la situation religieuse en Asie centrale réside dans le fait que si avant les années 1990 l'histoire dénombrait des exemples de sécularisation dans les pays musulmans (Turquie, Tunisie, URSS), en revanche après la fin de la guerre froide, on a constaté une sortie de l'athéisme officiel au détriment d'un « retour » à l'islam dans la région. Au sein de la sphère politique, une sécularisation de type soviétique a été préservée, ce qui correspondait mieux aux exigences de l'idéologie de l'athéisme qu'à la laïcité promue en Occident. Par exemple, dans la République du Kirghizistan, au milieu des années 1990, le système de contrôle étatique des organisations religieuses a été restauré. Mais ce sont les anciens fonctionnaires du « Conseil aux affaires religieuses auprès du Conseil des ministres de la République soviétique et socialiste de la Kirghizie » qui ont été invités à constituer les membres de la nouvelle commission étatique formant le comité aux affaires religieuses, institution relevant du gouvernement kirghiz. Cela n'a fait que contribuer à maintenir les anciennes méthodes de travail soviétiques avec les diverses organisations du culte existant dans le pays.

Un autre paradoxe de la nouvelle situation religieuse dans les pays indépendants de l'Asie centrale postsoviétique tient au fait que les manifestations de l'islamisme sont une réaction au processus complexe de sécularisation dans les sociétés musulmanes. Il s'agit là d'un processus quasiment légitime mettant en scène une lutte entre deux tendances antagonistes, l'une étant laïque, l'autre religieuse. Les expériences de la Turquie, ou de la révolution islamique en Iran, ou encore de la guerre civile en Algérie, en sont de parfaites illustrations.

Cependant, dans les pays indépendants de l'Asie centrale postsoviétique, le « retour » à l'islam s'est non seulement accompagné d'une politisation, mais aussi d'une radicalisation. Et sa politisation puis sa radicalisation ont débouché sur une lutte armée et des actions terroristes. On sait que les islamistes radicaux veulent changer les régimes constitutionnels de la région par tous les moyens, y compris en ayant recours à la violence. Le mécontentement d'une partie de la population musulmane des pays de la région a progressivement pris la forme de conflits politiques, notamment au Tadjikistan, premier pays centre-asiatique à avoir été confronté à une force d'opposition religieuse<sup>3</sup>. L'arrivée au pouvoir d'un parti fondamentaliste (PRIT) à Douchanbe en 1997 après près de cinq années de guerre civile a contribué à alarmer tous les chefs d'États des pays de la région, qui ont pris conscience que leur autorité pouvait être défiée par une alternative religieuse.

L'expérience du Tadjikistan a bien soulevé la question de la nature du pouvoir en islam, question qui dans la région est très souvent idéalisée, notamment chez les sympathisants du *Hizb al-Tahrir al-islami* (HTI). Les militants de cette organisation politico-religieuse clandestine pensent qu'à la différence d'autres religions, il n'existe pas de séparation entre la religion et l'État en islam. C'est également l'opinion émise par certains chercheurs, comme Giacomo Luciani<sup>4</sup>, ou Alexis Malashenko<sup>5</sup>, ou encore Lena Jonson<sup>6</sup>. Or, d'un point de vue religieux, il n'existe pas de « clergé » en islam, ni d'institution qui réunirait tous les musulmans de la terre autour d'une seule et même autorité religieuse, aspect qui a été également souligné par d'autres chercheurs<sup>7</sup>. Aujourd'hui, les musulmans sont englobés dans des espaces nationaux où les traditions locales religieuses sont fort différentes les unes des autres et où le statut de l'islam varie considérablement d'un pays à un autre. En ce qui concerne les pays indépendants de l'Asie centrale postsoviétique, l'islam a connu des changements et s'est orienté vers une dérive radicale. Mais, paradoxalement, il a continué à conserver quelques traits d'un statut hérité de l'URSS. C'est ce que l'on propose d'examiner

dans cet article, en mettant l'accent sur les diverses manifestations de l'islamisme dans la région à partir des relations entre État indépendant, islam, sécularisation et radicalisme. On verra comment certains groupes religieux centre-asiatiques qui sont nés au lendemain de l'indépendance et qui ont proposé un modèle islamique alternatif à la société postsoviétique, ont fini par se radicaliser au point de s'engager dans une véritable lutte armée organisée depuis le territoire de l'Afghanistan des talibans et visant à renverser les régimes centre-asiatiques en place.

### **L'apparition des foyers de l'islamisme centre-asiatique**

Dans toute l'Asie centrale postsoviétique, l'islam est majoritairement sunnite de rite hanafite. La plupart des croyants de la région sont relativement satisfaits de la liberté dont ils disposent pour pratiquer leur religion et de l'essor de l'accès à l'éducation religieuse. Ainsi, l'islam représente aujourd'hui un des facteurs majeurs de l'identification religieuse et culturelle des musulmans de la région. Et il ne fait aucun doute qu'il demeure une question d'actualité : il fait partie de l'histoire et de la culture des populations musulmanes centre-asiatiques. On peut considérer que la pratique de l'islam traditionnel dans toute la région témoigne de l'existence dans la société de principes démocratiques relatifs à la liberté religieuse dans la mesure où les autorités politiques interfèrent peu dans ce domaine. En effet, la pratique de cet islam traditionnel est détachée du pouvoir, de sorte qu'elle revêt un caractère religieux informel. Cet islam traditionnel est particulièrement devenu visible dès la seconde moitié des années 1980, période où l'on a noté un très net affaiblissement idéologique du contrôle du PCUS sur les individus et qui a débouché sur un processus de réislamisation de la société. Ce processus de réislamisation de la société a été marqué par la diffusion légale d'informations sur les normes et les valeurs musulmanes, sur l'augmentation du nombre des mosquées, ainsi que de celui des élèves et étudiants fréquentant les établissements religieux apparaissant alors et, enfin, sur le développement de contacts quasiment privés avec des représentants d'autres pays musulmans.

En conséquence de ces changements graduels apparus bien avant la dislocation de l'ancienne URSS, on a assisté à une influence de certains courants islamiques extérieurs sur l'islam soviétique, notamment dans les républiques musulmanes centre-asiatiques. Par exemple, dès 1987, des prédicateurs venus d'Afghanistan, du Pakistan et de l'Arabie saoudite s'étaient rendus dans la ville de Namangan, en Ouzbékistan, pour y rencontrer secrètement les représentants religieux. La rencontre a eu lieu

dans la mosquée *Gumbaz* et a en partie porté sur la création d'un État islamique dans la vallée de la Ferghana. Mais cet objectif n'a commencé à se concrétiser qu'avec l'apparition du Parti de la renaissance islamique (PRI), parti religieux soviétique fondé en juin 1990 à Astrakhan, en Russie. Les pères fondateurs de ce parti ont clairement déclaré qu'ils entendaient créer par des moyens légaux des véritables conditions pour mettre en application leur « projet islamique<sup>8</sup> », alors destiné à tous les musulmans soviétiques indépendamment de leur appartenance ethnoculturelle. En ce qui concerne l'Asie centrale soviétique, deux branches de ce parti ont été créées, l'une en Ouzbékistan, l'autre au Tadjikistan. Toutefois, les autorités politiques soviétiques de ces deux Républiques les ont d'emblée déclarées illégales.

Durant ces mêmes années 1990, des prédicateurs musulmans, en particulier des descendants d'émigrés d'Asie centrale<sup>9</sup>, se sont également rendus dans la vallée de la Ferghana, et ce avec le soutien de fondations et d'organisations islamiques de bienfaisance<sup>10</sup>. Ils cherchaient tous à construire une mosquée ou une *madrassa* sur leur terre d'origine. Le résultat de leurs activités religieuses a contribué à augmenter le nombre des mosquées dans toute la vallée. Par exemple, on estime à plus d'un millier de mosquées créées grâce à l'action des Saoudiens dans la seule région de Namangan. Simultanément, le nombre d'établissements d'enseignement religieux augmentait lui aussi grâce au financement de riches commanditaires.

La Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale (DSMAC) siégeant à Tachkent, notamment à travers ses représentants existant dans chacune des Républiques centre-asiatiques soviétiques, a tout fait pour s'opposer à la création de partis et mouvements islamiques dans la région. Ses représentants le justifiaient en affirmant que les croyants affiliés à une organisation politique étaient obligés d'obéir à son règlement et aux décisions prises en son sein, ce qui, selon eux, était contraire à l'esprit de la religion musulmane. Mais ils le faisaient d'une manière timide et donnaient parfois l'impression de refuser de prendre en compte les nouvelles réalités de la situation d'indépendance. À cette époque, la terminologie liée à l'islam politique s'est enrichie de nouveaux termes, comme par exemple « wahhabi » et « wahhabisme », tous deux utilisés pour désigner l'opposition islamique alors naissante, même si celle-ci n'était pas forcément liée au wahhabisme de la péninsule arabe, doctrine religieuse et officielle du royaume saoudien.

L'essor des activités de l'islam politique était tel qu'il avait réussi à défier à la fois l'autorité des pouvoirs locaux et celle de la DSMAC. Les

*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

écoles qui dispensaient un enseignement religieux traditionnel dans la clandestinité à l'époque soviétique, furent progressivement transformées en actifs foyers religieux par les islamistes. Les programmes d'enseignement de ces foyers religieux actifs intégraient une action de propagande fondée sur des idées politiques de l'islamisme radical<sup>11</sup>. On assista au renforcement de l'influence de l'école *hanbali* réputée pour son rigorisme dans la région, ce qui entraîna l'apparition d'une nouvelle génération d'islamistes<sup>12</sup>. Peu à peu, l'école *hanafi* centre-asiatique, caractérisée par une justice, une souplesse, une tolérance et une bienveillance, s'est retrouvée considérablement affaiblie.

Après la chute de l'URSS, le flux d'information venant de l'ensemble du monde musulman, notamment des pays du Golfe et de l'Arabie saoudite, est devenu accessible. Au milieu des années 1990, dans la vallée de la Ferghana, l'idée de l'instauration d'un califat a commencé à se répandre parmi une population musulmane qui n'avait pas véritablement rompu avec la foi, y compris pendant toute la période soviétique. Visiblement, certains croyants étaient disposés à se battre pour l'instauration d'un tel État islamique dans leur région. S. Lunev écrit à ce sujet :

« Les pétrodollars de la maison de Saoud ont servi, entre autres, à financer de nombreuses organisations internationales islamiques. La majeure partie de ces financements allait aux islamistes radicaux. Des figures religieuses venues d'Arabie saoudite mènent d'intenses activités dans l'espace postsoviétique, où ils ont exporté le wahhabisme. Ils déploient leurs activités en Asie centrale, notamment dans la vallée de la Ferghana. Après avoir mis sur pied une méthode d'action particulière de propagande (corruption, cadeaux, diffusion d'une littérature et d'idées *wahhabi* parmi la jeunesse), on estime qu'entre 5 et 10 % des habitants de la vallée a adhéré à leurs idées. Le régime ouzbek a même commencé à expulser des prédicateurs saoudiens, bien que ce soit le royaume saoudien qui ait été à l'origine du financement de la renaissance religieuse d'Asie centrale. C'est lui qui a favorisé l'apparition de mosquées dans pratiquement chaque village et chaque quartier d'Ouzbékistan. Après le début de la lutte des autorités locales contre les *wahhabi*, les prédicateurs saoudiens ont fait de la région d'Och, au Kirghizistan, et celle de Tchimkent au Kazakhstan leur centres d'intérêt, d'où ils continuaient à fournir argent et littérature religieuse en direction de l'Ouzbékistan. De nombreux islamistes radicaux, arrêtés par le régime ouzbek, avaient été formés en Arabie saoudite<sup>13</sup>. »

Il convient de noter que la diffusion des idées de l'islamisme en Asie centrale s'est faite par le biais de pays musulmans du Moyen-Orient avec la

plupart desquels l'Union soviétique avait entretenu, voire développé, des relations bilatérales. Ces relations entre Moscou et le monde arabe avaient déjà commencé à s'établir dans les années 1970, période communément appelée « époque du socialisme avancé ». En effet, certains ressortissants des pays de l'Asie centrale soviétique, formés dans les pays musulmans dans le cadre de la coopération soviétique de type religieuse, scientifique et technique, se sont retrouvés sous l'influence des islamistes du Moyen-Orient. Et, une fois revenus chez eux, ils ont créé des communautés religieuses illégales (*jama'a*), ainsi que des écoles politico-religieuses spécialisées dans l'enseignement de l'islam radical. Tel a été le cas par exemple des *shaykh* Abdulwali-Qari Mirzaev<sup>14</sup> et de Rahmatullah Alama<sup>15</sup>, tous deux originaires de la ville d'Andijan, située à l'est de l'Ouzbékistan.

Vers le début des années 1980, il existait des organisations et des écoles religieuses clandestines dans pratiquement toutes les villes de la partie ouzbègue de la vallée de la Ferghana. Parallèlement à l'Ouzbékistan, de telles organisations politico-religieuses et écoles illégales ont commencé à voir le jour au Tadjikistan, foyers religieux qui attiraient des jeunes dont le nombre augmentait constamment. Outre les préceptes de la religion musulmane, ces jeunes y recevaient une formation à l'idéologie de l'islam politique et étaient initiés aux arts martiaux. Parmi les responsables de ces cercles religieux clandestins, on trouvait des *'ulama* relativement connus dans la région, comme le *shaykh* Hakimjan-Qari<sup>16</sup>. C'est précisément au sein de ces cercles religieux clandestins qu'ont été formés Jumaboy Hajiev, plus connu sous le nom de Juma Namangani, et Tahir Yuldash, deux anciens élèves qui incarnent désormais les figures de l'islamisme radical et du terrorisme dans toute la région<sup>17</sup>.

L'introduction des idées de l'islam politique en Asie centrale a été également facilitée par des stagiaires, des étudiants et des prédicateurs des pays du Moyen-Orient qui effectuaient un séjour dans la région centre-asiatique. Ils fournissaient aux musulmans centre-asiatiques des publications à caractère religieux et des équipements pour les reproduire. Cela a sans doute contribué à la naissance d'organisations politico-religieuses clandestines. Ainsi, dans les années 1974-1976, dans la région de Kurgan-Teppe, ville du sud du Tadjikistan alors soviétique, une organisation de ce type, appelée *Hizb-i Nahzat-i islami*, a vu le jour<sup>18</sup>. Celle-ci réunissait des jeunes qui étudiaient puis propageaient les idées des principaux idéologues de l'islam politique (Jamaliddin al-Afghani, Hasan al-Banna, les frères Sayyid et Muhammad Qutb, Abu Al-Ala Mawdudi). Cette organisation politico-religieuse, née à l'époque soviétique, était dirigée par le défunt



Sayyid Abdullah Nuri, figure politique qui joua un rôle déterminant au sein de l'opposition islamique unifiée du Tadjikistan pendant les premières années de l'indépendance de ce pays, marquées par une guerre civile<sup>19</sup>. Bien que les autorités tadjikes soviétiques lui eussent adressé un avertissement, en 1983, pour renoncer à ses activités religieuses illégales, il ne fut arrêté qu'en 1986 en compagnie de 40 autres membres de son organisation. Il fut condamné à un an et demi de réclusion pour « production et diffusion de matériaux relatifs à la propagande religieuse ». Au début des années 1990, il a été un des pères fondateurs du PRIT<sup>20</sup>, parti politico-religieux qui a fini par obtenir un statut légal en 1997 dans le cadre des négociations intertadjikes entreprises sous l'égide de l'ONU et de la Russie, visant à ramener la paix au Tadjikistan. Celle-ci a pu favoriser la formation à Douchanbe d'un gouvernement de coalition entre le pouvoir du président Imamali Rahmanov et l'opposition religieuse.

Tahir Yuldash et Juma Namangani se sont fait connaître à partir de 1988-1989, années où ils ont rejoint les rangs de l'association du *Tabligh*. Déjà, ils y menaient des activités illégales dirigées contre le régime soviétique<sup>21</sup>. Au début de l'année 1989, à Namangan, ensemble ils ont créé une branche du parti tadjik, le PRI ouzbek (*Islam uygonish hizbi*). Sous couvert de renaissance des valeurs religieuses, ils ont orienté leurs activités vers le renversement du régime laïc de l'Ouzbékistan soviétique. En 1990, à Namangan, dans la mosquée *Ataullahkhan*, ils ont fondé une section spéciale rattachée à l'organisation religieuse clandestine *Tawba* (Repentir). Cette section spéciale comprenait 95 membres et était dirigée par Abdulwali Yuldash, mort en 1999 lors de la première incursion du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) dans l'arrondissement de Leylek localisé dans la région de Batken, au Kirghizistan<sup>22</sup>. Ils recrutaient surtout des jeunes gens qui étaient forts sur le plan physique.

En manipulant le sentiment religieux de la population musulmane et le principe de « liberté religieuse » fixé dans les constitutions des pays de l'Asie centrale, et en profitant aussi de l'absence d'expérience des organes de sécurité gouvernementaux concernant leur attitude vis-à-vis des organisations politico-religieuses qui apparaissaient alors, les islamistes ont cherché à instaurer par tous les moyens un État islamique dans la région. Tel était l'objectif poursuivi par une organisation de ce type, la Justice (*Adalat*), née à Namangan en janvier 1991. Dirigée par Hakimjan Satimov, celle-ci se chargeait de maintenir à sa manière l'ordre public, en combattant notamment les éléments criminels de la société, ce qui lui valut même la sympathie des autorités locales<sup>23</sup>. Parallèlement à cela, une autre organisation politico-

religieuse appelée, elle, *Islam lashkarlari* (Les Guerriers de l'islam) a été fondée par Tahir Yuldash et entendait renverser le régime existant en Ouzbékistan soviétique pour y instaurer à la place une forme de gouvernement islamique. À cet effet, son chef organisait des manifestations et des rassemblements à Namangan.

Tahir Yuldash et Juma Namangani considéraient qu'il était nécessaire de rassembler et coordonner les activités des nombreux regroupements politico-religieux existant dans la région de Namangan et dans les autres régions de l'Ouzbékistan soviétique. En octobre 1991, ils ont créé à Namangan une nouvelle organisation illégale : *Islam markazi* (Le Centre islamique). Par la suite, les membres de toutes les organisations énumérées ci-dessus (PRI, *Adalat*, *Tawba*, *Islam markazi*, etc.) ont déclaré qu'ils étaient des « guerriers de l'islam ». Et à partir de ce moment précis, sous couvert de réislamisation et d'une quête de justice sociale, ils ont commencé à attirer de nouvelles recrues.

Au début des années 1990, notamment au lendemain de l'indépendance, les partis religieux et les groupes de combattants en Ouzbékistan et au Tadjikistan ont organisé des rassemblements antigouvernementaux non autorisés et des grèves. Les membres de ces partis religieux et ces groupes de combattants exigeaient la création d'un État islamique et la proclamation de l'islam en tant qu'idéologie officielle et religion de l'État. Les méthodes de lutte politique qu'ils utilisaient ont sérieusement déstabilisé l'Ouzbékistan.

En ce qui concerne le Tadjikistan voisin, les rassemblements quotidiens organisés par le PRIT accompagnés de prises d'otages et d'actions terroristes visant les dirigeants et les députés du pays ont débouché sur une guerre civile. Celle-ci a éclaté en mai 1992 et a pris officiellement fin en 1997.

Mais le soulèvement le plus important a eu lieu dans la région de Namangan le 8 décembre 1991. Ce jour-là, Tahir Yuldash et ses compagnons avaient organisé un rassemblement non autorisé puis s'étaient emparés d'un bâtiment du comité du Parti de la région de Namangan. Ils réclamaient la création d'un État islamique en Ouzbékistan et adressèrent leurs revendications aux autorités ouzbèques sous la forme d'un ultimatum. Ils souhaitaient que le président Islam Karimov arrive de Tachkent pour proclamer l'instauration d'un État islamique en prêtant serment sur le Coran.

Le président de la République d'Ouzbékistan arriva sur les lieux et fut aussitôt confronté à une foule de manifestants. Il dialogua avec eux et parvint à apaiser les esprits grâce à Alim Karimov, un des dirigeants de

*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

*Birlik* (Le Mouvement populaire d'Ouzbékistan), et à ses deux collègues Muhammad Salih (président du parti d'opposition *Erk* aujourd'hui exilé) et Abdurahim Pulatov (autre opposant exilé). En témoignent les propos suivants :

« Au début des années 1990, lors du rassemblement de Namangan, le jeune Tahir Yuldash, qui allait devenir le chef du MIO, s'est emparé du micro des mains du président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, et exigea la proclamation dans la vallée de la Ferghana d'un État islamique. Et seule l'autorité des fondateurs des partis *Birlik* et *Erk* permit de calmer la foule de manifestants et de ramener l'ordre dans cette région<sup>24</sup>. »

Cet incident s'est soldé par une répression dirigée contre tous les partis politico-religieux de l'Ouzbékistan, que l'on essayait de démanteler. Leurs sympathisants, tout comme les personnes soupçonnées d'appartenir à de telles organisations, ont été arrêtés par milliers. Quelques-uns d'entre eux ont été par la suite libérés puis ont fui dans les pays voisins. Entre mars et avril 1992, cela a provoqué un flux de réfugiés ouzbeks vers le Tadjikistan, pays qui venait de basculer dans une guerre civile opposant le pouvoir néocommuniste de Douchanbe et les islamistes du PRIT. Les propos tenus à l'époque par Talib Yakubov, un militant des droits de l'homme, sont révélateurs à ce sujet :

« Des milliers de gens originaires de Namangan sont allés en Afghanistan via le Tadjikistan pour rejoindre les rangs des *mujahidun* tadjiks. Ainsi, Tahir Yuldash, le chef de l'organisation les Guerriers de l'islam, alors âgé de 23 ans, s'est retranché en Afghanistan où il est devenu commandant des *mujahidun*. Ces gens étaient des réfugiés politiques qui, dans les années 1991-1992, avaient fui l'Ouzbékistan puis formé le camp de la résistance armée ouzbèke. Nous estimons que le gouvernement avait lui-même organisé une opposition armée<sup>25</sup>. »

Parralèlement au démantèlement des organisations politico-religieuses, certaines figures religieuses ont subi des pressions gouvernementales, comme l'ancien président de la DSMAC soviétique, le premier mufti de l'Ouzbékistan indépendant, Muhammad Sadiq Muhammad Yusuf. Celui-ci a dû se réfugier en Lybie mais a pu revenir à Tachkent en 2002. De même que de nombreuses autres personnalités religieuses soudainement accusées d'être des *wahhabi* ont été arrêtées à partir du début

*O.A. Moldaliev*

des années 1990. Un spécialiste de l'islam centre-asiatique, l'Ouzbek Bakhtiyar Babajanov, écrit à ce sujet :

« N'ayant aucune expérience de travail avec les fondamentalistes et conformément à la tradition [soviétique], les forces de l'ordre et les autres organes de sécurité de la république ont essayé d'appliquer des mesures de répression contre les imams. Ces mesures n'ont pas provoqué la baisse du sentiment religieux de la population [musulmane], de sorte que même l'humeur des imams et des *'ulama* relativement libéraux et "apolitiques" s'est sensiblement radicalisée en raison de l'attitude incorrecte des représentants des autorités locales à leur égard. De telles mesures et attitudes similaires prises par certains organes gouvernementaux visant à lutter contre la politisation de l'islam ont contribué à réveiller une aile radicale chez les fondamentalistes de la Ferghana. Devenue plus conspiratrice dans ses actions, celle-ci s'est mis à créer des communautés secrètes illégales et à renforcer un travail clandestin ou semi-légal pour contrecarrer l'idéologie officielle<sup>26</sup>. »

Selon un autre spécialiste des questions politiques en Asie centrale, le Russe V. Ponomarev, « dans les années 1998-1999, la répression à l'égard des croyants a pris un essor comparable aux purges staliniennes des années 1930<sup>27</sup> ». Après les explosions du 16 février 1999, la répression s'intensifia encore, de sorte que les contrôles et les arrestations furent multipliés et que des dizaines de milliers de jeunes personnes passaient pour être des « ennemis de l'État ». C'est dans un tel climat que l'on assista en Asie centrale à une radicalisation des islamistes, qui choisirent la voie armée.

### **De l'islamisme radical à la dérive terroriste**

Bien que l'Ouzbékistan indépendant ait interdit les activités des partis politico-religieux sur l'ensemble de son territoire et ait continué à arrêter leurs sympathisants, il n'est pas parvenu à intercepter leurs deux principaux dirigeants : Tahir Yuldash et Juma Namangani. En mars 1992, ceux-ci ont réussi à fuir en quittant l'Ouzbékistan pour se réfugier au Tadjikistan. Ils y ont soutenu l'opposition islamique armée et unifiée autour du PRI tadjik en participant à leurs côtés aux combats dirigés contre les troupes gouvernementales. Tahir Yuldash a été nommé adjoint du commandant du PRIT, tandis que Juma Namangani est devenu chef de guerre au sein de l'opposition tadjike armée. Simultanément, ils ont créé un détachement composé de leurs « frères » qu'ils avaient faits secrètement venir de l'Ouzbékistan voisin. Ce détachement s'était fixé pour objectif de former des combattants pour commettre des actes terroristes en

Ouzbékistan. Il convient d'ajouter qu'en 1990, d'étroits liens de coopération avaient déjà été noués entre les deux branches du PRI des républiques soviétiques d'Ouzbékistan et du Tadjikistan.

Le 22 août 2002, Tahir Yuldash et ses compagnons de combat se sont rendus en Afghanistan, où ils ont établi des liens avec les islamistes radicaux du pays pour mettre sur pied des camps d'entraînement. Le pays afghan était ravagé par une guerre civile qui battait son plein. C'est pourquoi les réserves d'armes étaient considérables, les possibilités de suivre une formation militaire et d'acquérir une expérience de combat, voire de tirer profit de celle des *mujahidun*, nombreuses. Appuyés par des organisations terroristes internationales, les deux chefs ouzbeks de l'islamisme radical ont mis sur pied sur le territoire afghan des camps d'entraînement réservés aux membres de leurs groupes armés. Dès 1993-1994, ils ont commencé à envoyer une partie de leurs combattants en Ouzbékistan pour déstabiliser la vallée de la Ferghana et les autres régions du pays. Conformément aux directives de leurs chefs, ces combattants ont pu former de petits groupes armés dans les villes de Namangan, Andijan, Samarcande et Tachkent<sup>28</sup>.

En 1995, l'organisation *Islam markazi* est rebaptisée Mouvement de la renaissance islamique de l'Ouzbékistan (MRIO). Elle a débordé siégé à Peshawar (Pakistan), avant de déménager à Kaboul. Un an plus tard, le MRIO est de nouveau rebaptisé Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), présidé par l'amir Tahir Yuldash. À partir de cette date, le MIO a commencé à agir en semant la terreur pour tenter de prendre le pouvoir en Ouzbékistan et y instaurer à la place un État islamique. Par exemple, durant l'été 1997, la police du village d'Ushkurgan (district de Qadamjay, région d'Och au Kirghizistan) arrête un groupe de personnes en possession d'une mitrailleuse (un kalashnikov AKS), d'explosifs et de détonateurs électriques. Par la suite, on a su qu'il s'agissait des membres du MIO formés dans un camp d'entraînement de la région de Tavildara, au Tadjikistan, et envoyés par Tahir Yuldash et Juman Namangani pour faire exploser l'usine d'automobiles UzDaewoo à Andijan.

Les combattants du MIO se sont davantage fait connaître à la suite des actes terroristes de Tachkent du 16 février 1999 et de leurs incursions menées la même année puis en 2000 sur les territoires du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan. Durant ces deux incursions, ils ont pu mettre en application leurs méthodes d'actions de guérilla acquises durant leur formation en Afghanistan, notamment celle liée à la conduite de combats nocturnes dans des régions de montagne par plusieurs unités mobiles suffisamment autonomes, bien armées et équipées de moyens modernes.

Ces incursions ont été réalisées non pas pour conduire une guerre de grande envergure contre l'Ouzbékistan ou le Kirghizistan mais plutôt pour adopter une « stratégie de prise du pouvoir » en terrorisant et en déstabilisant les régimes en place. Leurs opérations militaires d'août 1999 menées dans l'arrondissement de Leylek, situé dans la région de Batken, au Kirghizistan, puis celles d'août-septembre 2000 déployées dans les districts de Sarasiya et d'Uzun (région du Surkhandarya dans le sud de l'Ouzbékistan, frontalière au Tadjikistan) et dans le district de Bostanlik (région de Tachkent) viennent le confirmer.

Les incursions armées du MIO menées en Asie centrale n'ont pris fin qu'après le lancement des opérations militaires de la coalition internationale dirigée par les États-Unis, lancement survenu le 7 octobre 2001 en Afghanistan et visant à la fois à renverser le pouvoir des talibans et à lutter contre Al-Qaida. Or, en Asie centrale, en particulier au Kirghizistan et en Ouzbékistan, on commence déjà à oublier la menace constituée par de tels groupes armés venus d'Afghanistan.

Actuellement, les informations dont on dispose sur le sort de ces organisations terroristes centre-asiatiques sont contradictoires. En 2002, le service de la sécurité nationale (SNB) de la République du Kirghizistan a annoncé que des islamistes prévoyaient de se regrouper autour d'une nouvelle organisation clandestine, le Mouvement islamique d'Asie centrale (MIAC)<sup>29</sup>. Cette nouvelle organisation clandestine réunirait des anciens membres du MIO<sup>30</sup>, des islamistes kirghiz et tadjiks, ainsi que des séparatistes ouïghours de la région autonome de Xinjiang, en Chine. Elle chercherait à créer un califat d'abord sur les territoires de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, puis sur ceux du Kazakhstan, du Turkménistan et du Nord-Ouest chinois. Son quartier général serait situé dans la province du Badakhshan afghan, au nord-est de l'Afghanistan, et son chef serait Tahir Yuldash, actuel chef du nouveau MIO, organisation toujours basée en Afghanistan qui a survécu aux bombardements et aux arrestations des troupes américaines<sup>31</sup>.

En 2003, les responsables du SNB de la République du Kirghizistan ont déclaré que le MIO avait changé de nom et qu'il s'appellait désormais Mouvement islamique du Turkestan (MIT). Le 18 juin 2004, ce même SNB kirghiz a annoncé que la sécurité nationale du Kirghizistan était menacée par le MIO et le Mouvement islamique du Ouïghouristan (MIOu.). En témoignent les attentats commis sur un marché (*Oberon*) de Bichkek le 27 décembre 2002<sup>32</sup> et dans un guichet de change à Och, le 8 mai 2003<sup>33</sup>. Les premiers attentats ont fait 7 morts et près de 21 blessés, les seconds, 1 mort.

*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

Les services spéciaux du pays imputent ces crimes à diverses organisations terroristes comme le PIT<sup>34</sup> et n'ont pas exclu non plus la participation d'islamistes ouïghours. D'ailleurs, des islamistes ouïghours ont été mis en cause dans l'assassinat de ressortissants chinois perpétrés dans la région de Naryn en 2003<sup>35</sup>.

Selon le chef du Service d'information du SNB, le PIT serait une organisation composée de séparatistes ouïghours. Et, toujours selon ce service, en 2003, une réunion a été organisée près de la frontière afghano-pakistanaise, au sein de laquelle le MIO a été chargé de gérer un volet centre-asiatique et ses dirigeants invités à s'appuyer sur le réseau clandestin du HTI<sup>36</sup> pour mener leurs actions militaires.

Ces informations contradictoires et difficilement vérifiables sont révélatrices de la situation complexe prévalant en Asie centrale et au sein de ses voisins (Afghanistan, Chine), où agissent toutes sortes de mouvements politico-religieux. L'intensification de la lutte antiterroriste menée par la coalition internationale a incité les chefs de certains de ces mouvements politico-religieux, tout comme ceux des groupes terroristes, à consolider leurs efforts. Selon nous, la décision prise par les chefs de guerre et présentée par différentes sources comme un fait avéré est plutôt une déclaration d'intention.

D'après les témoignages recueillis auprès d'anciens combattants du MIO<sup>37</sup>, à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001, la situation en Afghanistan était extrêmement complexe. Les talibans du Mollah Omar menaient des combats acharnés contre les soldats de l'Alliance du Nord en lançant en vain des assauts sur les bastions du commandant Ahmad Shah Masud, décédé la veille des attaques terroristes du 11 septembre à New York. Au sein de la garde arrière des talibans, notamment dans les bases du MIO retranchées sur le territoire afghan une fois la paix revenue au Tadjikistan, l'atmosphère était particulièrement tendue. Les membres des groupes armés originaires de divers pays (Pakistan, Tadjikistan, Tchéchénie, Xinjiang, Cashmire et Kosovo), principaux foyers de recrutement des terroristes, vivaient des tensions et s'étaient mis à régler leurs comptes en ignorant l'autorité de leurs chefs ou de la direction de leur mouvement.

Les chefs de guerre n'étaient pas non plus épargnés par de telles tensions. Ils étaient également déstabilisés sur le plan psychologique. Les anciens compagnons de combat d'hier, Tahir Yuldash et Juma Namangani, étaient devenus des rivaux. Cette rivalité avait pour enjeu la direction du mouvement et reposait aussi sur des questions de pouvoir, de répartition de l'argent et du contrôle des armes.

Quant au mouvement des talibans, il était lui aussi très affaibli et recherchait un nouveau plan d'action pour modifier les rapports de force en présence en Afghanistan, notamment sa stratégie de guerre menée contre l'Alliance du Nord. À cet effet, le Conseil suprême du mouvement des talibans, constitué par Mollah Omar, Usama ben Laden, Tahir Yuldash, Hasan (chef des séparatistes ouïghours), les commandants talibans Ubaydullah et Aymani, a décidé de créer secrètement un bataillon spécial appelé *Livo*. Cela a été notamment annoncé au cours d'une réunion secrète tenue à Kandahar en mai 2001. Mais les commandants pashtouns ont refusé de s'unir à ce projet de création d'un régiment spécial parce qu'ils tenaient à conserver leur propre autonomie. Mollah Omar a dû alors s'entretenir avec chacun des commandants. Et de longues discussions ont été engagées pour savoir quelle serait la personne qui prendrait la direction de ce corps spécial. Finalement, Juma Namangani, commandant le plus aguerri, a été désigné chef de ce bataillon spécial. Les chefs des talibans lui ont assuré que les troupes du MIO auraient leur soutien pour renverser le pouvoir existant dans les pays d'Asie centrale une fois qu'ils auraient vaincu les troupes de l'Alliance du Nord. Ainsi, les véritables fondateurs du *Livo*, Mollah Omar et Usama ben Laden, ont su soumettre à leur volonté une armée entière de combattants du *jihād* et les envoyer ensuite sur le front pour en faire de la « chair à canons » par groupes de 60-70 personnes aux points les plus difficiles de ce front, situés dans le nord du pays. Ce n'est donc pas un hasard si Juma Namangani était devenu un des plus fervents supporters des talibans et qu'il avait accepté de diriger le régiment *Livo*.

En ce qui concerne Tahir Yuldash, il s'est démené pour créer sur la base des troupes affaiblies du MIO son propre groupe armé, appelé le Parti islamique du Turkestan (PIT). La base de ce nouveau parti était constituée de *mujahidun* centre-asiatiques et de combattants originaires du Caucase. Selon le programme de Tahir Yuldash, ces combattants du PIT devaient s'engager dans une campagne nommée « Batken-3 », nom de l'opération des deux incursions du MIO d'août 1999 et d'août-septembre 2000 au Kirghizistan et en Ouzbékistan.

Juma Namangani et Tahir Yuldash auraient sans doute continué à lancer le *jihād* contre les pays d'Asie centrale si les États-Unis n'étaient pas intervenus dans le nord de l'Afghanistan durant l'automne 2001 en réponse aux attaques du 11 septembre. Lors des opérations militaires américaines, la plupart des bases logistiques des talibans, d'Al-Qaida et des autres mouvements terroristes, y compris centre-asiatiques, ont été détruites. C'est précisément lors de ces bombardements américains que Juma Numangani a



*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

été tué en novembre 2001, près de la ville de Mazar-i Sharif, dans le nord du pays<sup>38</sup>.

Visiblement, Tahir Yuldash ne faisait pas confiance à l'entourage du commandant Juma Namangani. Comme il redoutait probablement qu'un homme de cet entourage ambitionne de prendre la direction du mouvement, il décida de rompre « pacifiquement » avec les hommes de Juma Namangani. Et, selon le témoignage de Sh. Akbotov<sup>39</sup>, un ancien membre du MIO, après l'intervention américaine de l'automne 2001, de nombreux combattants du MIO ont commencé à se repentir et à comprendre que l'idéologie islamiste ne correspondait nullement aux valeurs de la religion musulmane. Le 8 décembre 2001, Tahir Yuldash est arrivé dans la ville de Zurmet, dans la province de Paktiya, où se trouvaient les combattants du MIO qui avaient fui les raids aériens américains. Il leur a dit :

« Que tous ceux qui souhaitent rester à Zurmet, qu'ils y restent ! Quant aux autres, je ne les retiens pas. Mais je [vous] préviens : il n'y aura pas d'argent pour le départ et avant de partir vous devez rendre vos armes<sup>40</sup> ! »

Mais avant de songer à la « désintégration » de son organisation, il convoqua du Tadjikistan Ilham Hajiev. Plus connu sous le nom de commandant Abdurahman, celui-ci n'est autre que le neveu de Juma Namangani. Il le chargea de diriger un organe d'exécution dont la tâche consistait à éliminer, y compris physiquement, tous les éléments de l'opposition existant au sein de son organisation. Par exemple, à la fin de l'année 2003, Tahir Yuldash ordonna de tuer un certain Shuhrat Buranbaev, originaire de la région de Tachkent, parce que celui-ci lui avait ouvertement fait part de son intention de regagner sa patrie, c'est-à-dire de rentrer chez lui en Ouzbékistan.

En dépit des lourdes pertes subies, le MIO a survécu. Toujours dirigé par Tahir Yuldash, il a désormais une nouvelle appellation, le PIT. S'il parvient à bénéficier d'un quelconque soutien extérieur, il peut véritablement représenter une nouvelle menace. Le PIT figure sur la liste des 15 organisations menaçant les intérêts de la Russie, liste qui a été transmise le 5 février 2003 au parquet général russe par le service fédéral de la sécurité de la Fédération de Russie (FSB).

On a eu tort de croire que le changement de la situation géopolitique locale, illustré par l'installation de troupes américaines dans la région au lendemain de leur riposte en Afghanistan<sup>41</sup>, contribuerait à dissuader les gens d'adhérer au MIO ou au PIT dans la vallée de la Ferghana, d'autant que les

forces religieuses radicales sont désormais incarnées par le HTI. Il suffit de rappeler que les terroristes sont apparus sur le territoire de l'Ouzbékistan. Il suffit de rappeler également qu'une série de nouveaux attentats ont été perpétrés du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril 2004 à Tachkent. D'autres attentats survenus les 30 juillet et 31 juillet de la même année visaient les ambassades américaine et israélienne en Ouzbékistan. Encore une fois, les informations au sujet des auteurs de ces actes terroristes de 2004 à Tachkent et au sujet des groupes mis en cause par diverses sources d'informations font toujours défaut. Selon certains, ces actes terroristes ont été revendiqués par le Groupe du *jihad* islamique d'Ouzbékistan (GJIO), organisation peu connue. D'autres agences d'information les ont imputés au MIO, tandis que d'autres encore ont déclaré qu'ils avaient été revendiqués par un groupe appelé *Jihad* islamique d'Asie centrale (JIAC). Quant aux services de sécurité de l'Ouzbékistan, ils ont annoncé qu'ils avaient été préparés et perpétrés par des combattants d'une organisation islamiste radicale appelée *Jama'a*<sup>42</sup>.

Bien entendu, ces nouveaux attentats ont incité les pays d'Asie centrale à renforcer leur sécurité et leur lutte contre le terrorisme. Par exemple, au Kazakhstan, à la fin de l'année 2004, un groupe appelé la *Jama'a* des *mujahidun* d'Asie centrale (JMAC) a été démantelé. Ce groupe illégal appliquait des méthodes propres aux services de renseignements nationaux, comme l'utilisation de moyens de communication sophistiqués ou la capacité à échapper à l'observation. Selon le service de sécurité nationale du (KNB) du Kazakhstan, ce groupe a été formé au Pakistan et en Afghanistan. Ses dirigeants et ses membres ont longtemps séjourné dans ces deux pays et ont été encadrés par des instructeurs expérimentés dans le domaine des activités terroristes. Par exemple, ils avaient appris à manier les explosifs, à fabriquer de faux papiers d'identité, à pratiquer des méthodes d'intimidation psychologique et comment résister aux structures du maintien de l'ordre. Une des personnes arrêtées avait suivi sa formation avec Ibn al-Khattab<sup>43</sup>, un terroriste international originaire du Moyen-Orient qui, entre autres, avait combattu en Tchétchénie contre les forces russes, ainsi que d'autres jihadistes entraînés en Afghanistan et moins connus.

On voit donc que l'affaiblissement du MIO est loin d'avoir contribué à réduire la menace terroriste en Asie centrale. Dans cette région, il n'existe pas seulement un terrain propice à l'essor de l'islamisme mais aussi des facteurs internes propres aux pays centre-asiatiques qui entraînent sa radicalisation.

Pourquoi l'islam politique et l'islamisme radical ont fait irruption puis se sont développés dans les pays indépendants de l'Asie centrale

postsoviétique, en particulier dans la vallée de la Ferghana et dans plusieurs régions du Tadjikistan ? Et comment expliquer l'apparition de ces phénomènes nouveaux dans toute la région ?

On peut distinguer trois raisons majeures. D'abord, dans cette région, en particulier en Ouzbékistan et au Tadjikistan, deux pays où l'islam a un ancrage historique, on a presque toujours assisté à une demande de l'institutionnalisation de la religion dans la société musulmane. En témoigne le fait qu'à l'époque du régime totalitaire soviétique, les musulmans centra-asiatiques aient consciemment pris des risques en adhérant aux organisations et cellules religieuses illégales (*hujra*) pour étudier l'islam.

Deuxièmement, le climat politique régnant à la veille de la désintégration de l'Union soviétique, en 1991, était tout à fait favorable à l'apparition de l'islam politique. En effet, au moment où les assises de l'empire socialiste s'ébranlaient, l'autorité de l'État soviétique diminuait. Cependant, malgré la tendance générale à la création des fronts populaires et de mouvements divers et variés aux quatre coins de l'URSS, dans certaines républiques de l'Asie centrale soviétique il était interdit de créer des partis religieux. D'autant plus que le fait d'être privé de l'accès à la sphère politique n'a fait qu'augmenter la contestation et susciter l'activisme des islamistes, d'abord au Tadjikistan, puis en Ouzbékistan.

Troisièmement, durant les années de la perestroïka et au début de l'indépendance des pays d'Asie centrale, la population musulmane n'avait plus de repères. En effet, les pays de la région se sont retrouvés indépendants d'une manière soudaine et la population musulmane n'y était guère préparée. Cette population musulmane avait plus ou moins conscience de la faiblesse des perspectives du système étatique du régime. L'élite politique lui proposait timidement des modèles d'organisation sociale, alors qu'elle semblait en fait indécise. Celle-ci ne semblait pas non plus se préoccuper véritablement de nouvelles orientations sociopolitiques et économiques précises, orientations qui lui auraient permis de faire face à la situation d'indépendance.

De leurs côtés, pour sortir de la crise du système politique consécutive à l'indépendance des pays d'Asie centrale, les organisations politico-religieuses avaient, elles, des solutions. En effet, elles proposaient la création d'une forme de gouvernement islamique : un califat fondé sur le modèle de l'époque du Prophète Muhammad et des quatre premiers califes. Ce califat apparaissait comme une alternative pour construire un État stable et juste. Les idées de l'islamisme radical venaient s'ajouter à de difficiles conditions socioéconomiques propres aux sociétés musulmanes centre-

asiatiques. Le mécontentement à l'égard de la politique appliquée par les dirigeants de la région et l'absence de justice sociale ont amené la population musulmane à penser qu'il pouvait exister une alternative religieuse permettant de reconstruire la société selon les principes de la *shari'a*. Bien évidemment, telle n'était pas l'opinion de l'écrasante majorité de la population musulmane centre-asiatique, mais cette idée a peu à peu été confortée par une forte adhésion populaire.

En définitive, les causes de l'apparition de l'islamisme et de sa radicalisation sont essentiellement dues à des problèmes socioéconomiques, idéologiques et géopolitiques. Elles résultent donc aussi bien de facteurs internes aux pays centre-asiatiques que de facteurs externes liés au contexte géopolitique régional. Un de ces facteurs extérieurs réside dans la menace de la crise énergétique globale consécutive au tarissement progressif des sources d'hydrocarbures sur la planète. Par conséquent, les regards du monde extérieur se sont portés sur l'Asie centrale postsoviétique, désormais placée au centre d'une lutte de rivalités d'intérêts entre les grandes puissances mondiales (Russie, États-Unis) et régionales (Chine, Iran, Arabie Saoudite, Pakistan, Inde). Un nouveau « grand jeu » a repris, avec en prime l'accès aux ressources énergétiques de cette région hautement stratégique, ainsi que le contrôle des voies de communication existantes et potentielles pour acheminer le pétrole et le gaz vers les marchés mondiaux de distribution. Or les relations complexes entre les principaux acteurs de ce nouveau « grand jeu » nuisent à la stabilité de la région. En effet, certains d'entre eux choisissent des moyens néfastes pour atteindre leurs propres objectifs, en brandissant notamment la bannière de l'islam.

En attendant la fin de ce nouveau « grand Jeu », l'idée d'un « retour » à l'organisation socioéconomique et aux pratiques politico-religieuses existant à l'époque du Prophète Muhammad et des quatre premiers califes dits « bien guidés » continue à recevoir un écho considérable dans toute l'Asie centrale. Cette idée a rencontré le plus de succès chez des jeunes marginaux, qui cherchaient le « véritable » islam et qui y voyaient un moyen juste de résoudre leurs problèmes du quotidien. Ils considéraient donc que la lutte armée était la seule voie possible pour changer leurs conditions d'existence. L'endoctrinement idéologique ne doit pas être négligé dans ce processus de contestation armée. Il consiste à convaincre les gens que cette idée est d'origine divine et, par conséquent, vraie et juste. Chez ceux qui adhèrent à de telles idées, cela leur a donné de l'assurance, d'autant plus qu'ils étaient convaincus qu'ils ne faisaient qu'obéir aux préceptes de Dieu et qu'ils finiraient par recevoir une

*Le rôle de l'islam dans l'évolution du fait étatique en Asie centrale ...*

récompense en ayant une place au paradis. C'est ce qui a poussé certains d'entre eux à commettre des actes terroristes en se faisant exploser au moyen de ceintures-kamikazes. Comme l'a souligné le président de la République du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, « le terrorisme et l'extrémisme constituent des manifestations visibles parce que tous sont loin d'être satisfaits de l'ordre établi. Et c'est ce degré d'insatisfaction qui les pousse à sacrifier leur vie, ce qui représente la valeur la plus importante d'un homme<sup>44</sup> ».

L'islamisme radical est apparu sur un fond de paupérisation générale des couches les plus démunies de la population musulmane, confrontée à de graves problèmes socioéconomiques jamais connus jusque-là. Le sentiment d'absence de perspectives et la dégradation des conditions de vie, la brusque division de la société entre une classe de nantis, une autre en voie de paupérisation et une autre encore restée pauvre, sont autant de raisons qui incitent à rejoindre les rangs de l'islamisme radical. Une partie de la population musulmane est convaincue que si l'islam était amené à jouer un rôle prédominant au sein de la société, le niveau de vie de ses membres augmenterait alors. Cependant, depuis les actes terroristes du 11 septembre 2001 à New York, la formule « misère = protestation = agression = acte terroriste » a perdu de sa crédibilité. En effet, les actions terroristes ne sont pas uniquement le fait de personnes pauvres ou de rebelles désespérés. Les quinze Saoudiens qui ont participé aux attaques terroristes du 11 septembre venaient en effet tous d'un milieu aisé<sup>45</sup>.

Comment lutter contre l'islamisme radical dans les pays indépendants de l'Asie centrale postsoviétique d'une manière efficace ? Il est évident que les mesures répressives adoptées par les régimes de la région se sont d'une manière générale révélées peu efficaces. On constate en effet que ces mesures répressives n'ont fait qu'accentuer la confrontation entre le pouvoir et les opposants islamistes. Pour mener une lutte efficace, les États centre-asiatiques devraient se fixer comme objectif non pas d'évincer l'islam de la sphère politique, ce qui est d'ailleurs quasiment impossible, mais plutôt de diriger leurs activités politiques vers les intérêts de leur collectivité nationale. Le potentiel positif de l'islam dans les domaines spirituel, moral, culturel et intellectuel devrait être pleinement utilisé dans le lancement d'un véritable processus de réformes démocratiques. La stabilité et la sécurité des pays de la région dépendent de l'adoption de mesures appropriées pour assurer d'une manière constitutionnelle les droits et les libertés des citoyens, en particulier leur liberté religieuse. Toute violation de leurs droits et libertés

O.A. Moldaliev

ne fera que provoquer un mécontentement populaire susceptible de déstabiliser les régimes en place.

(Texte traduit du russe par Habiba Fathi)

## NOTES

1. L. I. KLIMOVIČ, *Islam* [L'Islam], Moscou, Nauka, 1965 [2<sup>e</sup> édition complétée], p. 77.
2. Voir le texte de Bakhtiyar Babajanov dans la deuxième partie du dossier thématique de cet ouvrage, p. 140 (NDE).
3. M. OLIMOV, S. OLIMOVA, « Političeskij islam v sovremennom Tadžikistana » [L'islam politique dans le Tadjikistan contemporain], in A. Malenšenko, M.B. Olkott, *Islam na postsovetskom prostranstve : vzgljad iznutri*, Moscou, Art-Biznes-Centr, 2001, p. 185-204.
4. Jiaocomo LUCIANI, « Turcija i Islam : prepjatstvie na puti v Evropu ? » [La Turquie et l'Islam : un obstacle à la voie vers l'Europe ?], *Internationale politik*, 3 (2002), p. 4.
5. A. MALAŠENKO, « Islam i politika v gosudarstvah Central'noj Azii » [Islam et politique dans les États d'Asie centrale], *Central'naja Azija i Kavkaz*, 4-5 (1999), p. 61.
6. LENA JONSON, « Političeskij islam i konflikty v Evrazii » [Islam politique et conflits en Eurasie], *Central'naja Azija i Kavkaz*, 4-5 (1999), p. 56.
7. A.A. ŽDANOV, *Islam na poroge XXI veka* [L'Islam au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle], Moscou, IPL, 1989, p. 18.
8. Orozbek A. MOLDALIEV, « Islamskij ekstremizm v Central'noj Azii » [L'extrémisme islamique en Asie centrale], *Central'naja Azija i Kavkaz*, 5-10 (2000), p. 37.
9. Il s'agit d'Ouzbeks originaires du Turkestan russe qui avaient fui au moment de l'installation du régime soviétique en Asie centrale pour se réfugier puis s'établir en Arabie saoudite.
10. Voir à ce sujet : R. KARIMOV, « Konfliktnyj potencial v treugol'nike Uzbekistane, Afganistan, Tadžikistan » [Un potentiel de conflit dans le triangle régional : Ouzbékistan, Afghanistan, Tadjikistan], *CAK*, 3 (1999), p. 44-53 ; Orozbek A. MOLDALIEV, « Ocenka konfliktnogo potenciala v Uzbekistane » [L'évaluation du potentiel de conflit en Ouzbékistan], in E.T. Karin (dir.), *Voennopolitičeskije konflikty v Central'noj Azii*, Almaty, 2000, p. 4-16.
11. E.V. ABDULLAEV, L.F. KOLESNIKOV, « Islam i religioznyj faktor v sovremennom Uzbekistane [L'islam et le facteur religieux dans l'Ouzbékistan contemporain] in E.M. Kožokina (dir.), *Uzbekistan: obretenie novogo oblika*, Moscou-Saint-Petersbourg, t. 1, 1998, p. 249-281.
12. *Idem.*, p. 252.

- 
13. S. LUNEV, « Aziatskij centr “musul'manskoj dugi” » [Le centre asiatique de la “courbe musulmane”], *Otečestvennyje Zapiski*, 5 (2003), texte consulté sur le site russe suivant : <http://www.centrasia-ru>
14. Né en 1950, Abdulwali-Qari Mirzaev avait établi des contacts avec des prédicateurs arabes du Proche-Orient ayant séjourné en Ouzbékistan au cours des années 1990. Ce *shaykh* est connu pour avoir dispensé dans la clandestinité un enseignement religieux à de nombreux jeunes musulmans, enseignement très orienté vers la diffusion d'idées de l'islamisme radical. Il a disparu en octobre 1995 à l'aéroport de Tachkent, où il s'apprêtait vraisemblablement à se rendre en Arabie saoudite.
15. Le *shaykh* Rahmatullah-Qari Alama avait lui aussi participé à la diffusion d'idées de l'islamisme radical en dispensant un enseignement religieux clandestin en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Décédé en 1981, il avait été notamment le maître de Abid-Qari Nazarov, connu pour être un *wahhabi* et récemment réfugié en Occident (Londres) grâce à l'action d'organisations de défense des droits de l'homme.
16. On considère qu'il fut le maître de Sayyid Abdullah Nuri, chef de l'opposition islamique unifiée pendant les années de guerre civile au Tadjikistan. Voir à ce sujet : M. OLIMOV, S. OLIMOVA (dir.), *Musul'manskije lidery : social'naja rol' i avtoritet* [Les Leaders musulmans : rôle social et autorité], Materialy kruglogo stola, Dušanbe, 20-02-2003, Douchanbe, Šarq/Fond im. Fridriha Ėberta, 2003.
17. Interview réalisée au Centre de coopération islamique international, Och, 27-08-2004.
18. « Sajid Abdullah Nuri » [Sayyid Abdullah Nuri], *Accord* (Revue internationale du centre de l'initiative pacifique nommé *Conciliation Resources* basé à Londres et publiée en russe), 10 (2001), p. 118.
19. Sur l'évolution de l'islam politique au Tadjikistan, se reporter aux notes 3 et 16.
20. La branche tadjike du PRI a conservé le nom tadjik de l'organisation clandestine née dans les années 1970 de *Hizb-i Nahzat-i islami*.
21. *Pravda Vostoka*, 21-10-2000.
22. Orozbek A. MOLDALIEV, « Strannaja vojna v doline jada » [Étrange guerre dans la vallée du poison], in Č. Iskakov (dir.), *Sovremennye vyzovy bezopasnosto Kyrgyzstana i Central'noj Azii*, Bichkek, Izoprint, 2000. p. 10.
23. V. PONOMARJOV, *Ugroza “islamskogo ekstremizma” v Uzbekistane : mify i real'nost'* [La Menace de “l'extremisme islamique” en Ouzbékistan : mythes et réalités], Moscou, Pravozaščitnyj centr Memorial, 1999, p. 7.
24. A. STARKOVSKIJ, « Armija izgnannikov, ili Bor'ba specslužb za vlijanie v CentrAzii » [L'armée des exilés ou la guerre des services spéciaux pour l'influence en Centrasie], texte consulté sur le site : <http://www.centrasia.ru>
25. *Res Publica*, 15-10-1998 et 21-10-1998.
26. Bahtijar BABADŽANOV, « Ferganskaja dolina : istočnik ili žertva islamskogo fundamentalizma ? » [La vallée de la Ferghana : source ou victime du fondamentalisme islamique ?], *Central'naja Azija i Kavkaz*, 4-5 (1999), p. 128.
27. V. PONOMARJOV, 1999, p. 29-30.
28. Orozbek A. MOLDALIEV, « Islamizm v Central'noj Azii » [L'islamisme en Asie centrale], in L. Majliev (dir.), *Islamizm i meždunarodnyj terrorizm: ugroza islama ili ugroza islamu ?* Bichkek, Bičkek, 2004, p. 108-109. Se reporter également à mon ouvrage : Orozbek A. MOLDALIEV, *Islamizm i meždunarodnyj terrorizm :*

---

*ugroza islama ili ugroza islamu ?* [L'Islamisme et le Terrorisme international : une menace de l'islam ou une menace pour l'islam ?], Bichkek, Friedrich Ebert Stiftung, 2004.

29. Les agents du SNB de la République du Kirghizistan participent très souvent à des tables rondes consacrées aux problèmes de la sécurité nationale, notamment ceux liés à l'islamisme radical et au terrorisme dans toute la région centre-asiatique.

30. Il convient de noter que tous les militants du MIO n'ont pas été tués pendant les opérations de bombardements américains de 2001 et 2002. Une partie d'entre eux ont pu fuir les combats et se sont réfugiés dans des régions difficiles d'accès à la frontière afghano-pakistanaise.

31. B. AHMEDŽANOV, « Islamskoe dviženie Central'noj Azii zajavilo o sebe » [Le Mouvement islamique d'Asie centrale a fait parler de lui], *Vremja MN*, 09-10-2002.

32. Ces actes terroristes ont été attribués officiellement au MIO, Mouvement islamique du Turkestan oriental, du PIT et du HTI, organisations liées au talibans et à Al-Qaida. Information communiquée par Tokon Mamytov, numéro deux du SNB de la République du Kirghizistan lors d'un discours prononcé au Parlement kirghiz le 1<sup>er</sup> juin 2004.

33. En conséquence de cette explosion, la police a arrêté 6 personnes qui détenaient des armes et des explosifs et en a déduit que ce groupe opérait avec d'autres groupes terroristes extérieurs formés dans les camps d'Afghanistan et du Pakistan.

34. Information communiquée en juin 2003 par Boris Poluektov, alors agent du SNB de la République du Kirghizistan.

35. <http://www.kyrgyzinfo.kg>

36. Intervention de Tokon Mamytov, adjoint en chef du Centre d'information du SNB de la République du Kirghizistan, lors de la conférence internationale consacrée aux « Défis à la sécurité en Asie centrale », tenue à l'Université internationale Atatürk-Alatoo, Bichkek, 19-02-2004.

37. S. ŽUMAGULOV, « Beseda s batkenskim modžahedom. Adaškandyn ayby žok, birok žazadan kačpaym » [Conversation avec un *mujahid* de Batken. La faute n'est pas à rechercher dans l'égarément mais je suis prêt à être puni], *Agym*, 09/072002.

38. A. KIM, « Ubit Džuma Namangani » [Juma Namangani a été tué], *Moja Stolica*, 20-11-2001.

39. Information communiquée lors d'une interview accordée à un groupe de chercheurs et de journalistes du pays travaillant sur des questions sécuritaires, Bichkek, 09-07-2002. Sh. Akbotoev, ressortissant kirghiz, est un ancien membre du MIO qui était responsable de la propagande et qui était chargé des relations avec la presse dans le groupe d'hommes de Juma Namangani. On l'appelait l'« amir du futur Mouvement islamique du Kirghizistan », qui devait voir le jour sur le territoire du Kirghizistan. Il a été condamné à 25 ans de réclusion et se trouve détenu dans un camp de travail forcé du pays. On estime qu'il y avait 12 ressortissants kirghiz dans les troupes du MIO de Juma Namangani.

40. Entretien personnel avec Sh. Akbotoev, Bichkek, 09-07-2002.

41. Les troupes américaines étaient essentiellement installées sur le territoire de l'Ouzbékistan, dans le sud du pays, non loin de la frontière afghane, mais se sont retirées durant l'automne 2005 à la demande de Tachkent, décision consécutive aux événements d'Andijan de mai 2005.



42. Sur cette question, consulter : Kamoliddin RABBIMOV, « Hizb ut-Tahrir — flagman antidemokratičeskoj kampanii islamizma » [Le Hizb al-Tahrir, l'étandard d'une campagne antidémocratique de l'islamisme], *Central'naja Azija i Kavkaz*, 3-33 (2004), p. 16-24.
43. Cet *amir* jordanien a été l'ancien compagnon de Shamil Basaev et est décédé en Tchétchène, en mars 2002, après avoir reçu une lettre empoisonnée (NDE).
44. Nursultan NAZARBAEV, « Ja rasskažu, kak Bog ispytyval človeka [Je vais raconter comment Dieu a mis l'homme à l'épreuve], *Literaturnaja Gazeta*, 04-02-2004.
45. T. BIN SAYYID AL-'UMARÎ, « Al-ḥarb al-ğadida : aširati wa-l-irḥab » [La nouvelle guerre : mon clan et la terreur], *Al-Waṭan*, 22-12-2001.